

État ou régions

Acte III de la décentralisation: FO affiche son hostilité

Article paru dans FO Hebdo n°3048

Un projet de loi est en préparation. Vu l'enjeu, une concertation globale s'impose.

Les fonctionnaires FO ont affirmé publiquement leur hostilité au projet de loi, acte III de la décentralisation, que l'exécutif voulait présenter en Conseil des ministres à la mi-novembre. Fin septembre, Marylise Lebranchu, ministre de la Fonction publique, affirmait: «il est prêt», mais, coup de théâtre le 18 octobre, son cabinet faisait savoir que tout était repoussé à l'année prochaine pour laisser du temps aux consultations. Vu les enjeux, la confédération FO demande une concertation globale, organisée par l'État, préalable à toute décision.

Le chef de l'État a exposé la réforme lors des «états généraux de la démocratie territoriale», organisés par le Sénat le 5 octobre pour les élus locaux. Il a annoncé la création d'un Haut conseil des territoires, regroupant l'État et les représentants des associations d'élus, un «facteur d'économie», a précisé François Hollande. Dix jours plus tard, le 15 octobre plus précisément, FO, avec son Union interfédérale des agents de la fonction publique (État, territoriale, hospitalière), organisait une conférence de presse pour réaffirmer son «attachement à la République une et indivisible». Didier Bernus (Services publics et de santé FO) alertait: «Si on permet aux Régions d'édicter des normes, on aura une république différenciée.»

VERS UNE RÉPUBLIQUE TERRITORIALE?

L'Élysée envisage en effet de donner aux collectivités locales un «droit à l'expérimentation» pour la mise en place de «politiques nouvelles, de pratiques différentes», et va jusqu'à leur confier «un pouvoir d'adaptation locale de la loi et des règlements». Exemple: confier aux départements la politique concernant «le handicap et la dépendance, hors du champ de l'assurance-maladie».

Pascal Pavageau, Secrétaire confédéral de FO, met en garde contre «une République territoriale qui remplacerait la République universelle». L'expérimentation alsacienne, connue sous le nom de «Conseil d'Alsace», avec la fusion de ses départements et de la Région (lire [Collectivités: L'Alsace bientôt autonome?](#)), pourrait se généraliser, transformant la République en «fédération de Régions aux responsabilités différentes».

De son côté, également le 15 octobre, devant les journalistes, Christian Grolier, Secrétaire général de la Fédération générale des Fonctionnaires FO, a fait le lien entre les réformes de l'État et de la décentralisation, les inquiétudes portant sur le fait que «les missions de service public jugées non prioritaires ne soient plus effectuées par des fonctionnaires à statut».

Plus généralement, dans ce premier pas vers «une fédération des Régions ou un État fédéral», à l'opposé du modèle social républicain, l'UIAFP FO voit poindre le risque d'un éclatement du statut général de la fonction publique. Or, souligne-t-elle, celui-ci «garantit la neutralité des fonctionnaires» et leur maintien en poste, «quels que soient les responsables politiques en place».

Une première rencontre avec Mme Lebranchu, chargée du projet de loi, a eu lieu le 17 octobre, une nouvelle réunion étant prévue le 8 novembre.

Activité syndicale du 31/10/2012



<http://fovinatier.free.fr/>